

# PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Andbank Monaco SAM (ci-après « la Banque »), dont le siège social est situé en Principauté de Monaco (98000), 1 Avenue des Citronniers, propose des offres de produits et services bancaires et financiers. A ce titre, la Banque peut collecter, utiliser, traiter et transmettre des données personnelles sur les personnes concernées.

La Loi monégasque n°1.165 modifiée, relative à la protection des informations nominatives régit les règles de protection de ces données en Principauté de Monaco.

La Banque est également soumise aux dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données UE 2016/679 (ci-après « RGPD ») du 27 avril 2016, depuis le 25 mai 2018, pour le traitement de données personnelles relatives aux personnes physiques, qui résident sur le territoire de l'Union Européenne, en vertu de son article 3 (*voir points 1 et 8 ci-dessous*).

Cette présente notice d'information est destinée à vous informer sur la manière et les raisons pour lesquelles nous collectons et traitons vos données personnelles, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de protection des données à caractère personnel. Dans ce cadre, vous trouverez notamment les droits qui vous sont conférés et les obligations que nous sommes tenus de respecter lorsque nous traitons vos données personnelles.

Cette notice vous concerne notamment si vous êtes un client ou un prospect de la Banque mais également si vous êtes une personne physique intervenant dans le cadre d'une relation établie avec la Banque, notamment en qualité de bénéficiaire effectif, représentant légal, mandataire, caution, héritier etc. d'un client, ou encore si vous consultez le présent Site Internet.

Au titre de ce qui précède, la Banque procède à l'utilisation de vos données personnelles en qualité de **Responsable de traitement**, c'est-à-dire celui qui détermine les finalités et les moyens d'un traitement, c'est-à-dire l'objectif et la façon de réaliser un traitement d'opération(s) appliquées à des données à caractère personnel.

## 1. Portée de la Loi n°1.165 modifiée et du RGPD

*a/ La Loi n°1.165 du 23 décembre 1993 relative à la protection des informations nominatives, modifiée*

La Principauté de Monaco dispose d'une réglementation propre en matière de protection des données, conformément à la Loi n°1.165 modifiée. A ce titre, la Commission de Contrôle des Informations Nominatives (la « CCIN ») a été créée en tant qu'Autorité Indépendante pour veiller au respect de ces dispositions législatives.

Cette réglementation s'applique à l'ensemble des personnes concernées dont les données sont collectées et utilisées par Andbank Monaco SAM.

Une « *information nominative* » est celle qui permet d'identifier une personne physique déterminée ou déterminable. Le « *traitement d'information* » suppose toute opération ou ensemble d'opérations portant sur de telles informations, quel que soit le procédé utilisé.

#### *b/ Le RGPD*

Le RGPD a pour vocation d'encadrer le traitement des données personnelles sur le territoire de l'Union Européenne (UE). Il offre un cadre juridique harmonisé en la matière, au sein de tous les Etats membres de l'UE, en proposant notamment une meilleure transparence dans le cadre de la collecte, l'utilisation et le stockage des données personnelles.

Compte tenu de l'établissement d'Andbank Monaco SAM en Principauté de Monaco, cette réglementation s'applique uniquement aux personnes physiques, résidents européens, dans le strict respect des dispositions de l'Article 3, paragraphe 2 qui indique que :

« *Le présent règlement s'applique au traitement des données à caractère personnel relatives à des personnes concernées qui se trouvent sur le territoire de l'Union par un responsable du traitement ou un sous-traitant qui n'est pas établi dans l'Union, lorsque les activités de traitement sont liées:*

*a) à l'offre de biens ou de services à ces personnes concernées dans l'Union, qu'un paiement soit exigé ou non desdites personnes; ou*

*b) au suivi du comportement de ces personnes, dans la mesure où il s'agit d'un comportement qui a lieu au sein de l'Union. »*

Au sens du RGPD, une « *donnée personnelle* » se définit comme toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement.

## **2. Catégories des données personnelles**

La Banque (désignée également comme « nous », « notre » ou « nos ») est amenée à collecter et utiliser vos données personnelles en fonction des produits et/ou services que vous souhaitez souscrire auprès de nous et que nous vous fournissons, le cas échéant.

Les catégories de données personnelles sont, selon les produits et/ou services :

- Relatives à votre identité (nom, prénom, date de naissance, adresse postale, fiscale et électronique, numéro de téléphone, spécimen de signature, nationalité, copie de votre pièce d'identité pour l'établissement du dossier KYC, etc.) ;

- Relatives à votre situation personnelle, fiscale, financière et professionnelle (C.V., niveau d'études, contrat de travail, situation familiale, vos états financiers, impôts, revenus, vos actifs mobiliers et immobiliers, renseignements de nature fiscale tel que votre numéro d'identification fiscale, données recueillies pour établir votre arrière-plan socio-économique etc.) ;

- Relatives à vos connaissances en matière d'investissement (expérience, objectifs etc.) ;

- Relatives à votre identification dans le cadre d'une relation de compte (numéro de compte, numéro client etc.) ;

- Relatives à votre compte ouvert dans nos livres (opérations au débit et au crédit, numéro de carte bancaire, mise en place et suivi d'un prêt ou d'une ouverture de crédit en compte courant etc.)

- Relatives à nos échanges et vos venues dans les locaux de la Banque (enregistrement des appels téléphoniques dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables, fiche de rendez-vous, images de vidéosurveillance des locaux, etc.) ;

- Relatives à votre connexion sur le site Internet du Groupe Andbank (données transmises par votre navigateur, date et heure d'accès, langue du navigateur, nom de domaine du demandeur, adresse IP, cookies, géolocalisation etc.) ;
- Dans certains cas, et conformément à la législation en vigueur, relatives à des catégories dites « sensibles » (extrait de casier judiciaire, opinions ou affiliations politiques, croyances religieuses etc.).

Il est possible que notre Etablissement collecte des informations à partir de sources publiques, notamment via l'utilisation d'Internet ou la lecture d'articles de presse, de l'administration publique ou autres sources tierces, tels que des fournisseurs de bases de données de due diligence spécialisée, dans le cadre notamment de l'identification de notre clientèle, de l'établissement de relations d'affaires, de la gestion de tenue des comptes ou encore en matière d'identification des clients et de l'exécution des opérations ou transactions, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables en Principauté de Monaco.

Selon la relation d'affaires, nous devons également obtenir des informations relatives à vos bénéficiaires effectifs, représentants légaux, porteur sec de carte bancaire, mandataire ou tout autre intervenant direct ou indirect dans le cadre d'une relation d'affaires avec notre Etablissement. Ces derniers, intervenant dans le cadre de notre relation, pourraient également nous fournir des données à caractère personnel vous concernant.

### **3. Utilisation des données personnelles – Finalité des traitements**

La Banque collecte et traite les données personnelles recueillies principalement pour répondre aux besoins de mises en relation, de prises de rendez-vous, de la gestion de la relation d'affaires, du traitement des opérations ou encore de demandes d'informations. A cet effet, la collecte s'effectue directement auprès de vous au moyen de formulaires ou de documents émanant de la Banque, d'une instruction de transfert ou de toute autre manière (sur quelque support et de quelque nature que ce soit), et notamment la communication par vos soins d'informations et/ou de documents, en vue de leur utilisation pour l'une ou plusieurs des finalités ci-après listées :

- la connaissance du client et la mise à jour de ses données,
- l'administration et l'exécution de la Convention de compte,
- la gestion du compte et de la relation bancaire (notamment la réception, l'exécution et la gestion des transactions),
- la gestion des produits/services bancaires (notamment la mise en œuvre du mandat de gestion discrétionnaire) ou financiers fournis par la Banque,
- la connaissance du client dans le cadre d'opérations commerciales et marketings visant à proposer des produits-services qui sont susceptibles de correspondre aux besoins du client,
- l'élaboration d'analyses transactionnelles et statistiques (notamment pour mener des études de marché),
- l'octroi et la gestion de financements tels qu'un prêt, une ouverture de crédit en compte courant, une garantie bancaire à première demande,
- l'évaluation et la gestion du risque (en ce compris l'audit),
- la gestion d'éventuels incidents et réclamations, nous permettant notamment d'améliorer la fourniture des produits et services à l'attention de notre clientèle,
- assurer la sécurité des clients, des employés, de tous intervenants et des locaux,

- la prévention, la recherche et la détection des impayés et de la fraude,
- le recouvrement,
- le conseil conformément à la Convention de conseil en investissement,
- l'évaluation de l'adéquation et du caractère approprié du service d'investissement fourni,
- la conservation et l'archivage,
- le respect de toutes obligations légales et des contrôles de conformité réglementaire (notamment l'identification de la clientèle, la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, la réglementation en matière fiscale telle que l'échange automatique d'information à des fins fiscales, etc.)
- toute finalité que nous vous notifierons en temps utiles.

#### 4. Bases juridiques des traitements

Andbank Monaco SAM se fondera sur l'une des justifications ci-après énoncé, selon le traitement visé, pour collecter et utiliser vos données personnelles. Ainsi, un traitement de données personnelles peut être effectué si :

- Nous devons répondre à nos obligations légales et réglementaires, notamment mais sans s'y limiter, dans le cadre de l'échange automatique d'informations à des fins fiscales ou encore en matière d'identification de notre clientèle et des opérations et transactions à effectuer pour leur compte, en vertu de la Loi monégasque relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption ; ou
- Il est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat ou de mesures précontractuelles avec vous (gestion de la relation de compte, gestion du contrat de crédit, gestion du mandat de gestion discrétionnaire, mise en place d'un contrat e-banking etc.) ; ou
- Nous devons, dans certains cas, répondre à un motif d'intérêt public ; ou
- Il est nécessaire aux fins des intérêts légitimes de la Banque, sans porter atteinte à vos intérêts ou libertés et droits fondamentaux ; ou
- Nous avons obtenu votre consentement libre, explicite, spécifique et éclairé pour l'utilisation de vos données personnelles.

A titre d'exemples, nous sommes en mesure d'invoquer un motif d'intérêt légitime à traiter vos données à caractère personnel, notamment lorsque nous devons maîtriser les risques auxquels nous sommes susceptibles de faire face, en ce compris la prévention des fraudes (notamment sur les opérations de crédit et de paiement), assurer la sécurité de nos locaux ou encore à des fins de gestion administrative de vos dossiers.

Il est entendu qu'Andbank Monaco SAM s'appuie principalement sur les motifs d'intérêt légitime, de respect d'une obligation légale ou réglementaire et d'une nécessité contractuelle pour fonder le traitement de données personnelles.

Votre consentement pourra s'avérer indispensable, notamment mais sans s'y limiter, dans le cadre de la souscription, à votre initiative, à la convention « holdmail » ou encore à la mise en place d'un pouvoir sur un compte à votre nom ouvert dans nos livres.

## 5. Accès aux données personnelles

En tant qu'établissement de crédit, nous sommes tenus au secret professionnel, conformément à l'article 308 du Code Pénal monégasque et à l'article L511-33 du Code Monétaire et Financier français. La transmission des données personnelles vont concernant est soumise soit à l'obtention préalable de votre consentement, soit effectuée dans des conditions strictes par nos soins.

Nos collaborateurs et tiers intervenant pour notre compte sont tenus au même strict respect des règles en matière de secret professionnel et de protection des données personnelles.

Nous pouvons être amenés à communiquer certaines de vos données à caractère personnel, et notamment :

- Au sein du Groupe Andbank, à Andbank Luxembourg S.A. (Luxembourg) qui est l'intermédiaire pour le passage et le traitement d'opérations sur les instruments financiers,
- Au sein du Groupe Andbank, à notre Maison-Mère, Andorra Banc Agricol Reig SA (Andorre) pour satisfaire à des obligations législatives et réglementaires, notamment pour la réalisation de reportings réglementaires, l'obligation de surveillance consolidée, mais également à des fins commerciales notamment pour la mise en œuvre de politiques et actions commerciales,
- A des professions réglementées, à l'instar des notaires, notamment dans le cadre de la mise en place de prêts hypothécaires ou le traitement des successions, ou encore des avocats, des experts immobiliers, des huissiers de justice ou encore des cabinets d'audit,
- A des correspondants bancaires, habilités à fournir des services de paiement, avec la Banque de France, les commerçants et prestataires de services accepteurs de carte bancaire, pour le traitement des opérations effectuées par instrument de paiement,
- A des établissements de crédit habilités, auprès de qui la Banque sous-traite une partie des opérations, comme le règlement et la livraison d'ordres de notre clientèle,
- A des tiers, fournisseurs de prestation de services, pour des fonctions opérationnelles telles que la fourniture et le support technique d'outils informatiques ou la fabrication de chèques.

Nous devons également partager vos données auprès d'Autorités, dans des situations qui imposent ou autorisent la révélation de données personnelles, notamment à l'égard de la Banque de France (incidents sur le compte ouvert dans nos livres), de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution en France, de la Commission de Contrôle des Activités Financières à Monaco, du Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers à Monaco (en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, de faits de terrorisme et de corruption), ou encore auprès de la Direction des Services Fiscaux à Monaco (en matière d'échange automatique d'informations à des fins fiscales) qui sont les Autorités publiques régissant nos activités.

Par ailleurs, le secret ne peut être opposé aux autorités judiciaires agissant dans le cadre d'une procédure pénale ou civile, dûment notifiée.

Au sens de la réglementation en vigueur, les données personnelles peuvent librement être transférées au sein d'entités situées au sein de l'UE. En effet, les États membres appliquent le même niveau de protection lors du traitement de données à caractère personnel.

Tout pays n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen mais dont le niveau de protection a été reconnu comme adéquat par la Commission européenne et au sens de l'Article 20 de la Loi n°1.165 modifiée, permet à Andbank Monaco SAM de communiquer des données à caractère personnel en toute sécurité, en ce compris auprès d'Andorra Banc Agriol Reig SA (Décision de la Commission du 19 octobre 2010 constatant, conformément à la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, le niveau de protection adéquat des données à caractère personnel assuré en Andorre et <https://www.ccin.mc/fr/legislation/contexte-international/transferts-de-donnees>).

Tout transfert de données auprès d'un tiers situé dans un pays dont le niveau de protection n'a pas été reconnu comme adéquat, la Banque veille strictement à ce que des dispositions contractuelles approuvées par la Commission Européenne soit signée avec ces tiers, ou à défaut, que les règles d'entreprises contraignantes en la matière sont adoptées par ces tiers.

## 6. Durée de conservation des données personnelles

Les données à caractère personnel sont conservées pendant la durée nécessaire à la réalisation de la finalité des traitements ou pour se conformer aux exigences légales, réglementaires ou de politiques internes à la Banque.

Les périodes de conservation sont appropriées en fonction de la catégorie de donnée et en fonction de la finalité désignée.

Par principe, la durée de conservation est de cinq ans après la fin de la relation d'affaires, permettant à la Banque de satisfaire à diverses obligations légales et réglementaires.

A titre d'illustration, notre Etablissement est tenu de conserver pendant une durée de cinq ans à compter de la date de déclaration à la Direction des Services Fiscaux les données collectées et transmises auprès de cette dernière, dans le cadre de l'échange automatique de renseignements en matière fiscale.

## 7. Droits accordés à la personne concernée

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, et dans le respect des dispositions du RGPD, vous pouvez exercer les droits suivants :

- Un droit d'accès à vos données

Vous êtes en droit de solliciter auprès de notre Etablissement la liste des données que nous détenons vous concernant mais également accéder à une copie de tout ou partie de ces dernières.

Cette demande peut être accompagnée de frais raisonnables à votre charge, pour tenir compte des coûts administratifs et prendre les mesures demandées.

La réponse à votre demande sera apportée par nos soins dans un délai de trente jours. Ce délai pourrait être allongé à un maximum de trois mois, compte tenu de l'éventuelle complexité de la demande.

- Un droit de rectification de vos données

A tout moment, il vous est possible de demander la rectification de données personnelles vous concernant, pour le cas où celles-ci seraient incomplètes ou erronées.

- Un droit à l'oubli

Vous êtes en droit de solliciter la cessation d'utilisation ou la suppression de vos données personnelles auprès de la Banque, par exemple si leur traitement n'est plus utile ou si votre consentement a été retiré. Cette demande sera traitée avec diligence et, sauf s'il existe une obligation légale, contractuelle, à des fins de preuve (exercice ou défense de droits en justice) ou d'intérêt supérieur à votre demande, la Banque l'exécutera dans les meilleurs délais et en fonction des moyens techniques raisonnables à sa disposition.

- Un droit à la limitation

Dans certains cas, vous êtes en droit de demander la limitation du traitement de vos données personnelles, vos données ne feraient ainsi l'objet d'aucune autre opération de traitement ultérieure.

- Un droit à l'opposition

Pour des traitements à des fins de prospection commerciale, y compris au profilage lié à cette prospection, ou encore lorsque vous êtes dans une situation particulière, et qu'il n'existe pas de motif légitime impérieux à poursuivre, vous pouvez vous opposer au traitement de vos données personnelles par nos soins.

- Un droit au retrait du consentement

Lorsqu'un traitement repose uniquement sur votre consentement, vous pouvez le retirer à tout moment en nous le notifiant par écrit.

- Droit à la portabilité

Les données personnelles utilisées pour des traitements effectués sur la base de votre consentement ou de dispositions contractuelles, peuvent être, à votre initiative, transférées auprès de vous ou d'un autre responsable de traitement, dès lors que cela est techniquement possible pour la Banque.

Vos droits peuvent s'exercer directement auprès de notre Banque, à l'attention du Délégué à la Protection des Données (ou Data Protection Officer) à l'adresse électronique suivante : **dpo@andbank-monaco.mc** ou par voie postale à l'adresse de notre siège social.

Toute demande devra être accompagnée d'un justificatif d'identité.

## 8. Spécificités de la législation en matière de protection des données personnelles applicable en Principauté de Monaco

La Principauté de Monaco n'étant pas membre de l'UE, le RGPD ne sera applicable à Monaco que dans le strict cadre de traitement de données à caractère personnel de personnes physiques résidentes au sein de l'UE, conformément à l'article 3 paragraphe 2 du Règlement (voir point 1 a/).

Pour les personnes concernées par le traitement de leurs données à caractère personnel, résidentes hors de l'UE, par exemple en Principauté de Monaco, seule la Loi n°1.165 modifiée est applicable.

En tout état de cause, la Loi monégasque n°1.165 modifiée est applicable à tous les clients, prestataires, employés et tiers ayant une relation entraînant collecte et utilisation de données à caractère personnel par Anbank Monaco SAM.

Sur demande, nous communiquerons la liste des traitements mis en œuvre par la Banque, leur finalité et la durée de conservation des informations traitées, selon votre qualité (client, prestataire de service etc.).

La CCIN, Autorité monégasque indépendante, compétente en la matière, peut être contactée aux coordonnées disponibles sous le lien Internet suivant : <https://www.ccin.mc/fr/nous-contacter>.

Conformément à la Loi n°1.165 modifiée, le Client dispose d'un droit d'accès aux informations nominatives le concernant et peut demander à ce que les informations inexacts, incomplètes ou périmées soient modifiées ou supprimées. Il peut également s'opposer, sous réserve de justifier d'un motif légitime, à ce que des informations nominatives le concernant fassent l'objet d'un traitement. Pareille opposition peut toutefois entraîner l'impossibilité pour la Banque de fournir tout ou partie des services souscrits, ou de maintenir le compte en ses livres. Enfin, le Client peut s'opposer, sans avoir à justifier sa décision, à ce que les informations nominatives le concernant soient utilisées à des fins de prospection et notamment à des fins commerciales.

Ces droits peuvent être exercés au moyen d'une demande écrite, adressée au Service Conformité de la Banque. Réponse sera faite au Client dans un délai de 30 jours.

Les mêmes principes s'appliquent aux données personnelles que l'Utilisateur pourrait communiquer à la Banque, dont il pourrait laisser une trace, ou que la Banque serait amenée à collecter, à l'occasion de la connexion ou de la consultation du Site par l'Utilisateur.

## 9. Sécurité

Nous avons mis en place des mesures de sécurité physiques, techniques et organisationnelles appropriées pour préserver la sécurité de vos données et ainsi empêcher l'accès non autorisé ou illégal aux données à caractère personnel que vous nous avez fournies tout en protégeant nos activités.

Nous vous recommandons également de prendre toutes mesures utiles pour une navigation prudente sur Internet (par exemple utiliser un navigateur à jour, installer des pare-feu et anti-virus, effacer les traces de navigation etc.).

Par ailleurs, la sécurité des données ne peut être intégralement garantie concernant les communications par courrier électronique, messagerie instantanée et autres moyens de communication similaires, nous vous recommandons donc d'envoyer toute information particulièrement confidentielle par un autre moyen sécurisé.



Si l'Utilisateur ne souhaite pas que ses données soient transférées à des tiers ou vers des pays étrangers, il lui incombe de ne pas utiliser les services du Site nécessitant la communication de données personnelles, voire de s'abstenir de se connecter au Site.

L'Utilisateur est informé que le Site est hébergé auprès de la maison-mère du Groupe située en Principauté d'Andorre, pays disposant d'un niveau de protection adéquat des données personnelles au sens de l'Union européenne.

## **10. Disclaimer**

Cette présente Notice est rédigée à titre informatif à l'attention des personnes concernées par la réglementation applicable en Principauté de Monaco, compte tenu des spécificités ci-avant évoquées, en matière de protection des données à caractère personnel mais n'a pas de valeur contractuelle.